

Des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la menace de Boko Haram, mais il reste beaucoup à faire

Par le père John Bakeni, PhD, décembre 2019

L'insurrection de Boko Haram, dans la région nord-est du Nigéria, dure depuis plus de dix ans maintenant. Un violent conflit qui a fait des milliers de morts, causé des destructions absurdes et déplacé des millions de personnes. Le récit de l'insurrection de Boko Haram a évolué et changé au fil du temps, d'un récit religieux ou unique à un récit global. Des êtres humains sont au centre de ce conflit, tant chrétiens que musulmans. Les plus vulnérables, bien sûr, sont les femmes et les enfants.

Au fil des années, le gouvernement nigérian et l'armée en particulier ont déployé des efforts concertés pour adopter une approche cinétique de la résolution de la crise. Quelques dialogues ont été couronnés de succès, comme la négociation de la libération de plus de la moitié des 276 filles enlevées par Boko Haram dans une école de Chibok en avril 2014. Des dialogues en revanche, avaient échoué par le passé en raison de la méfiance entre les terroristes et le gouvernement.

L'afflux d'organisations non gouvernementales internationales et la montée des organisations non gouvernementales locales ont compliqué la crise : ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à un important flux d'argent dans le pays et à la commercialisation du conflit. Le manque apparent de volonté de la part du gouvernement actuel – avec les excuses qui s'imposent à l'armée nigériane et aux autres agences de sécurité pour leurs efforts – est regrettable et soulève beaucoup de questions. Ce manque de volonté de la part du gouvernement se manifeste par la corruption des fonctionnaires, le manque d'équipements adéquats pour l'armée et le sous-financement des différentes agences impliquées dans la lutte contre le terrorisme, et l'incapacité du gouvernement à nommer les commanditaires du groupe terroriste.

Si l'armée et les autres agences de sécurité ont fait des progrès remarquables et ont sécurisé la ville de Maiduguri, les environs ne sont pas aussi sûrs et sécurisés qu'ils devraient l'être. S'ils l'étaient, pourquoi des milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays vivent-elles encore dans les camps et dans les communautés d'accueil ? Pourquoi les institutions gouvernementales ne fonctionnent-elles pas dans la plupart des gouvernements locaux ? Pourquoi certains villages et villes restent visiblement vides ?

Voici quelques-unes des questions qui appellent une réponse :

- Le montant des fonds investis et dépensés dans le Nord-Est par le gouvernement et les ONG est-il à la hauteur des réalités sur le terrain pour répondre aux besoins de la population ?

- Les diverses interventions humanitaires – de la fourniture de nourriture, d'abris, de services de santé et de services psychosociaux à l'autonomisation – ont-elles toutes atteint leurs objectifs et leurs buts ?
- Qu'en est-il du renforcement de la résilience et du développement durable ? Je dirais que ces objectifs n'ont pas encore été atteints.
- Existe-t-il des indicateurs visibles qui nous permettent de mesurer les progrès réalisés ? Dans la mesure où le gouvernement et les ONG déploient de nombreux efforts louables, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Il y a un effort visible de l'actuel gouverneur de l'État fédéré de Borno, Babagana Umara Zulum, pour envisager la fin de la menace de Boko Haram. Cette volonté se manifeste par son soutien aux militaires, au recrutement d'une force d'intervention civile conjointe, aux justiciers locaux et aux chasseurs traditionnels. * Cependant, il a besoin du soutien et de la coopération de toutes les parties prenantes. S'il est vrai que les terroristes de Boko Haram ont été repoussés aux confins du bassin du lac Tchad, des monts Mandara et de la forêt de Sambisa, des attaques sporadiques ont encore lieu dans de nombreux villages et villes en dehors de la ville de Maiduguri. Les activités agricoles et agraires ont diminué car les gens ne peuvent plus se rendre dans leurs fermes de peur d'être tués ou enlevés par les terroristes. De nombreux marchés et routes restent fermés et inaccessibles.

Y a-t-il des progrès ? Oui, mais il reste encore beaucoup à faire. N'oubliez pas que de nombreux hommes et femmes, garçons et filles, sont toujours en captivité, y compris Leah Sharibu, une écolière chrétienne enlevée qui refuse de renoncer à sa foi. Récemment, l'armée a eu recours à la prière et à l'intervention divine. En tant que pasteurs, nous faisons de notre mieux et portons notre cause devant Dieu.

Le père John Bakeni est un prêtre catholique qui travaille à Maiduguri, dans l'État fédéré de Borno.

* Le gouvernement de Borno recrute des chasseurs traditionnels pour participer au combat contre Boko Haram, Premium Times, 8 octobre 2019 : <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/356661-borno-govt-in-fresh-recruitment-of-traditional-hunters-to-help-fight-boko-haram.html>